

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 18/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CHARTRES METROPOLE TRAITEMENT VALORISATI**

Hôtel de Ville  
28000 Chartres

Références : VAT2024-0547  
Code AIOT : 0010000149

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2024 dans l'établissement CHARTRES METROPOLE TRAITEMENT VALORISATI implanté La Mare Corbonne Route de Verneuil 28300 Mainvilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est rendue sur site suite aux inondations et à la fiche incident envoyée par l'exploitant le 11/10/2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHARTRES METROPOLE TRAITEMENT VALORISATI
- La Mare Corbonne Route de Verneuil 28300 Mainvilliers
- Code AIOT : 0010000149
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement CMTV est autorisé par l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2018 à exploiter une installation d'incinération de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de Mainvilliers.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Bassin de confinement et bassin d'orage	AP Complémentaire du 21/12/2018, article 7.7.1.4	Demande d'action corrective	5 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Bassin de confinement et bassin d'orage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/12/2018, article 7.7.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, eaux d'extinction incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, est recueilli :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-dans l'ouvrage de régulation, de prétraitement et de stockage des eaux usées internes à l'établissement assurant un volume de rétention global de sécurité de 300 m<sup>3</sup> ;</li> <li>-et/ou dans l'ouvrage de traitement des eaux pluviales de 635 m<sup>3</sup> de capacité utile.</li> </ul> <p>Les eaux recueillies doivent satisfaire avant rejet aux valeurs limites de rejet fixées au chapitre 4.3.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection s'est rendue sur site suite à la fiche incident envoyée par l'exploitant le 11/10/2024.</p> <p>En résumé, l'exploitant a indiqué que le 09 octobre autour de 19h00 les précipitations très importantes ont engendré un débordement du bassin de récupération des eaux de pluie ainsi que du bassin des eaux recyclées. L'exploitant a indiqué que le débordement de la rétention des eaux incendie (bassin de récupération des eaux pluviales) et le débordement du bac des eaux recyclées représentaient au total (rétention+débordement) un volume de 1500m<sup>3</sup> d'eau (estimation).</p> <p>Il précise également que l'installation est en arrêt technique (L1 en arrêt et L2 en fonctionnement). À savoir l'eau du bassin de récupération est consommé par l'installation d'incinération (avec une seule ligne en fonctionnement = environ 15 à 20 m<sup>3</sup> de consommation journalière).</p>

Au jour de l'inspection du 17 octobre 2024, la zone inondée « zone -6 mètres ou zone mâchefers », n'est plus inondée. (cf photos).

L'exploitant indique que l'eau consommée par l'installation a permis « d'absorber l'eau présente dans la zone mâchefers » via l'installation de recyclage des eaux industrielles.

L'inspection a pu constater à l'aide des plans des réseaux (Plans d'exécution assainissement eaux industrielles zone Nord ») et de la visite terrain que le caniveau central de la zone mâchefers dirigeait les eaux vers les installations de traitement des eaux industrielles décrites à l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2018. L'exploitant a confirmé ces informations et a précisé à l'inspection que l'installation était dotée de 2 bassins (100m<sup>3</sup> et 200m<sup>3</sup> et non de 3 bassins comme décrits dans l'arrêté préfectoral). Le volume de ces bassins n'a pas fait l'objet de vérification.

La description de l'événement par l'exploitant, débordement du bassin eaux pluviales, les photos présentées et la topographie des voiries (côte de la zone mâchefers de 151 à 149,17 au plus bas du caniveau central, la côte de la voirie au niveau du bassin 151,10 et 151,20), montre que les eaux de la zone mâchefers ne sont pas entrées en contact avec les eaux du bassin eaux pluviales. L'exploitant a confirmé ces informations.

Dans la mesure où les eaux du bassin eaux pluviales n'ont pas été contaminées par les eaux de la zone mâchefers, qu'il n'y a pas eu à la connaissance de l'inspection sur les chaussées de l'établissement d'événement de type déversement de produits chimiques, fuite d'hydrocarbures. L'inspection considère que la qualité des eaux du bassin eaux pluviales est comparable à celle prélevée dans ce même bassin le 30/09/2024.

Les analyses du 30/09/2024, rapport d'analyse : AR-24-IV-197402-01, indiquent :

Température 18.1°C

pH 7.7

Demande chimique en oxygène (ST-DCO) 18.3 mg O<sub>2</sub>/l

Demande Biochimique en Oxygène (DBO<sub>5</sub>) 7.04 mg/l

Matières en suspension (MES) 13.2 mg/l

Indice Hydrocarbures (C10-C40) <0.50 mg/l

Les paramètres sont conformes aux valeurs limites d'émissions décrites dans les articles 4.3.10.1 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2018.

Au jour de l'inspection, les bassins de l'installation de recyclage des eaux industrielles sont remplis à 78,9% ( chiffre constaté sur la supervision) et le bassin de traitement des eaux pluviales a dépassé sa capacité, il déborde sur le pourtour du bassin.

**Constat : L'exploitant ne dispose pas de capacités de rétention des eaux d'extinction incendie suffisantes.**

En séance, l'exploitant présente le devis pour la réalisation de nouvelles analyses sur le bassin de récupération des eaux pluviales. Il indique également que les délais du laboratoire seront à minima de 15 jours en raison des techniques utilisées pour la quantification des hydrocarbures. L'inspection note également que la seconde ligne d'incinération restera à l'arrêt jusqu'à début novembre, ne permettant pas une consommation plus important d'eau. Pour finir les conditions météorologiques avec des pluies annoncées ne permettront pas de stabiliser la situation et le niveau du bassin de récupération des eaux pluviales, avec un risque d'un nouveau débordement.

**Compte tenu des enjeux en termes de retentions des eaux d'extinction incendie, des analyses réalisées le 30 septembre 2024, et de la situation décrite ci dessus, l'inspection des installations classées autorise l'exploitant à rejeter les eaux du bassin de récupération des eaux pluviales conformément à l'article 4.3.3.**

Le volume d'eau rejeté devra permettre une capacité de rétention incendie suffisante au vu des volumes d'extinction incendie décrit à l'article 7.7.1.3.2. de l'arrêté préfectoral du 21/12/2018. L'exploitant limitera la vidange du bassin au volume nécessaire pour la récupération des eaux d'extinction incendie.

L'évacuation des eaux devra se faire selon les modalités et consignes de l'exploitant et devra être stoppée à tout moment en cas de pollution potentielle des eaux du bassin d'eaux pluviales (déversement de produits chimique sur la chaussée, incendie...).

L'exploitant devra réaliser de nouvelles analyses sur le bassin de récupération des eaux pluviales dans les meilleurs délais pour en effectuer une vidange complète.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra mettre en oeuvre les actions correctives nécessaires pour retrouver des capacités de rétention des eaux d'extinction incendie suffisantes dans un délai de 5 jours maximum.

Il mettra ensuite en oeuvre les autres actions correctives dans les meilleurs délais sans dépasser 1 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 5 jours